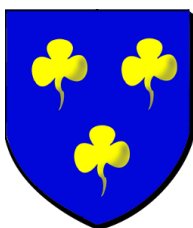


COMMUNE D'UNGERSHEIM

1 Place de la Mairie
68190 UNGERSHEIM



RENOVATION ENERGETIQUE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE ET DE SON LOGEMENT DE SERVICE A UNGERSHEIM

RELANCE POUR 5 LOTS CLASSES SANS SUITE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Octobre 2018

SOMMAIRE

- 1. OBJET DU MARCHÉ**
 - 1.1 Objet du marché, emplacement
 - 1.2 Décomposition du marché
- 2. INTERVENANTS**
 - 2.1 Sous-traitance
 - 2.2 Cession du marché
 - 2.3 Communication entre les intervenants
- 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**
 - 3.1 Pièces particulières
 - 3.2 Pièces générales
 - 3.3 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché
- 4. PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**
 - 4.1 Lutte contre le travail dissimulé
 - 4.2 Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail
- 5. ASSURANCES**
 - 5.1 Responsabilité civile
 - 5.2 Garantie décennale des ouvrages de bâtiments
 - 5.3 Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages
 - 5.4 Attestations d'assurance
 - 5.5 Absence ou insuffisance de garantie
- 6. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX**
 - 6.1 Répartition des paiements
 - 6.2 Compte prorata
 - 6.3 Contenu des prix
 - 6.4 Modalités de variation des prix
- 7. REGLEMENT DES COMPTES**
 - 7.1 Rémunération du titulaire et des sous traitants
 - 7.2 Modalité de règlement des comptes
 - 7.3 Etablissement des projets de décompte
 - 7.4 Avances
 - 7.5 Retenue de garantie
 - 7.6 Règlement des ouvrages et travaux non prévus
- 8. DELAIS**
 - 8.1 Délai d'exécution des travaux
 - 8.2 Pénalités
- 9. MATERIAUX ET PRODUITS**
 - 9.1 Provenance des matériaux et produits
 - 9.2 Caractéristiques des matériaux et produits
- 10. IMPLANTATION DES OUVRAGES**
- 11. PREPARATION DES TRAVAUX**
- 12. ETUDES D'EXECUTION**
- 13. ORGANISATION DU CHANTIER**
- 14. SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER**
- 15. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION**
- 16. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**
 - 16.1 Essais et contrôle des ouvrages
 - 16.2 Réception
 - 16.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou partie d'ouvrage
- 17. GARANTIES CONTRACTUELLES**
- 18. RESILIATION DU MARCHÉ, MESURES COERCITIVES**
 - 18.1 Résiliation du marché
 - 18.2 Mesures coercitives
 - 18.3 Ajournement et interruption des travaux
- 19. REGLEMENT DES DIFFERENTS ET LITIGES**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1 - OBJET DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché – Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la rénovation énergétique de l'école élémentaire et de son logement de service à Ungersheim.

Lieu d'exécution : UNGERSHEIM 68190

Dispositions générales:

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les différents Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie d'Ungersheim jusqu'à ce que celui-ci ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Décomposition du marché

L'ensemble des travaux de l'opération est organisé en 10 lots séparés (chaque lot faisant l'objet d'un marché propre) définis comme ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Gros oeuvre
2	Etanchéité, isolation
6	Chauffage, sanitaire, ventilation
9	ITE, bardage isolé
10	Metallerie

Le lot principal est le lot 01 Gros oeuvre

2 - INTERVENANTS

Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Alain STEINMETZ – Architecte

12, avenue Robert Schuman - 68100 MULHOUSE

Tél. 03 89 45 25 41

La mission du maître d'œuvre est une mission de base + EXE (OPC compris)

B.E.T Thermique : B.E.T SCHLIENGER – Saint Bernard

B.E.T Electricité : B.E.E.R - Wuenheim

Le mandataire de l'équipe de maîtrise d'œuvre étant Alain STEINMETZ.

Contrôle technique

La mission de contrôle technique sera assurée par :

APAVE

2 rue Thiers - BP 1347

68056 MULHOUSE CEDEX

Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par :

APAVE

2 rue Thiers - BP 1347
68056 MULHOUSE CEDEX

2.1 Sous-traitance

2.1.1 Conditions générales de la sous-traitance

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, dans les conditions des articles 107 et 112 à 117 du CMP, et des articles 3.6 et 46.3 du CCAG Travaux.

Il est rappelé en particulier que :

- En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché ;
- Le sous-traitant ne doit pas faire l'objet d'une interdiction de soumissionner au sens de l'article 43 du code des marchés publics ;
- Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire pour toutes prestations supérieures ou égales à 600 € TTC ; l'entrepreneur doit apporter la preuve que la cession ou le nantissement de son marché ne fait pas obstacle à ce paiement direct ;
- Le sous-traitant doit, préalablement à toute intervention, avoir été accepté par le maître d'ouvrage, et ses conditions de paiement doivent avoir été agréées, cette opération se traduisant par la notification d'un acte spécial, signé des 2 parties ;
- Le sous-traitant doit également, avant toute intervention, avoir effectué l'inspection commune avec le coordonnateur SPS et obtenu l'accord de ce dernier sur son PPSPS ;
- L'entrepreneur est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande ;
- Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entrepreneur titulaire du marché.

2.1.2 Etablissement de la demande de sous-traitance

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé ou adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, en appui de sa demande de sous-traitance, les documents suivants :

1) Un projet d'acte spécial (formulaire DC4), dûment complété avec l'ensemble des éléments requis par l'article 114-1° du CMP. Cet acte spécial est signé par l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance et, en cas de groupement, contresigné par le mandataire du groupement titulaire.

2) Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant (type rubrique K du formulaire DC2) indiquant :

- qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article 43 du CMP
- qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail.

3) Lorsque le montant sous-traité est supérieur à 600 € TTC :

- Le compte à créditer pour le paiement direct du sous-traitant

- Les éléments, décrits à l'article 114-2° du CMP, établissant qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Lorsque la demande de sous-traitance intervient postérieurement à la remise des offres, l'ensemble de ces éléments, et en particulier l'acte spécial et les justificatifs de capacités professionnelles financières du sous-traitant, sont adressés parallèlement en copie au maître d'oeuvre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des législations en vigueur en matière, notamment, de droit du travail, de sécurité et de protection de la santé.

Depuis le 1er janvier 2014, un mécanisme **d'auto-liquidation de la TVA** est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA. Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

2.1.3 Conditions particulières d'acceptation d'un sous-traitant

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

1) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) par le sous-traitant, et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant ;

2) que ledit PPSPS soit effectivement établi et validé par le coordonnateur SPS dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du PPSPS.

2.2 **Cession du marché**

Le marché peut être cédé, après avis du pouvoir adjudicateur, à la suite d'une succession universelle ou partielle du contractant initial, à la suite d'opérations de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur économique qui remplit les critères de sélection qualitative établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché et ne vise pas à se soustraire à une nouvelle mise en concurrence.

2.3 **Communication entre les intervenants**

2.3.1 Forme des notifications et informations

Il est fait application des dispositions de l'article 3.1 du CCAG Travaux.

La notification des décisions ou informations faisant courir un délai pourra être effectuée soit par remise contre récépissé, soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par télécopie, soit par voie dématérialisée, et notamment par courrier électronique.

En particulier, le titulaire est informé que la diffusion des comptes rendus de réunion, bordereaux d'examen de documents, extraits de registre journal, convocations et autres documents relevant de la gestion courante du chantier pourront être diffusés exclusivement par courrier électronique ou par télécopie.

2.3.2 Ordres de service

Il est fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux, sous réserve des dispositions du présent article.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, tous les ordres de services émis par le maître d'oeuvre relatifs à un engagement financier du pouvoir adjudicateur, aux délais d'exécution,

aux modifications du programme initial ou à des décisions du pouvoir adjudicateur, doivent être signés par son représentant.

Les points suivants sont précisés :

- Seront signés par le représentant du pouvoir adjudicateur, pour chaque marché, l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux, ainsi que tous les ordres de service pour des travaux de caractère général susceptibles d'entraîner une modification, soit en plus soit en moins, du montant du marché ou d'une date jalon du calendrier prévisionnel d'exécution mentionné aux articles 9-2-2 et 9-2-3 ci-après ;
- Seront signés par le maître d'oeuvre, les ordres de service à caractère technique ou relatifs à la bonne marche des travaux et qui n'auront aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, ni sur les délais d'exécution du marché, ni sur les dates jalons du calendrier

2.3.3 Convocations

Il est fait application des dispositions de l'article 3.9 du CCAG Travaux, avec les précisions suivantes :

- Les convocations peuvent émaner du maître d'ouvrage ou de son assistant, des membres de l'équipe du maître d'oeuvre, du pilote, du coordonnateur SPS ou du contrôleur technique.
- Sauf indication contraire, la diffusion des comptes rendus vaut convocation à la réunion suivante.

3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévaudront en cas de contradiction entre elles les unes par rapport aux autres, dans l'ordre d'énumération dans lequel elles sont présentées dans le présent CCAP.

3.1 Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot.
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire, à savoir le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F)
- Les cadres de mémoire technique complétés par le titulaire au moment de la remise de son offre, pour autant que les caractéristiques des matériaux, matériels et produits décrits respectent les exigences minimales décrites au CCTP, et reçoivent un assentiment formel du maître d'oeuvre, du contrôleur technique, et le cas échéant du maître d'ouvrage ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux
- Les plans réalisés par la maîtrise d'oeuvre.

3.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux.
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux.
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU).

Concernant les pièces générales, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 7-3-2 du présent CCAP.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier de consultation, l'entrepreneur étant censé les connaître.

3.3 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché peut éventuellement être modifié par les documents suivants :

- Décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur
- Décision de prolongation des délais d'exécution
- Avenants

4 – PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

4.1 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément aux dispositions du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005 relatif au travail dissimulé, le titulaire sera tenu de remettre tous les 6 mois, à compter de la conclusion du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales, émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et contributions sociales, datant de moins de 6 mois (formulaire URSSAF) ;
- un extrait de Kbis ou équivalent, datant de moins de 6 mois, justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le titulaire emploie des salariés (comprise dans formulaire DC6) ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (comprise dans formulaire DC6).

Ces obligations s'imposent, en cas de groupement, à tous les co-traitants et, en cas de sous-traitance, à l'ensemble des sous-traitants n'ayant pas terminé leur intervention.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, après mise en demeure restée infructueuse, et, le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu aux dispositions susvisées.

La mise en demeure doit être notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception assortie d'un délai.

A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

4.2 Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

L'entrepreneur remet au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

5 - ASSURANCES

Les intervenants au chantier devront être titulaires des polices d'assurance suivantes, souscrites auprès d'assureurs notoirement solvables :

5.1 Responsabilité civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)

Les intervenants devront être titulaires de polices couvrant pour des montants suffisants, eu égard aux caractéristiques du chantier et à son environnement, la généralité des responsabilités qu'ils encourent en vertu du droit français, y compris les dispositions contractuelles, à l'égard de tout intervenant ou tout tiers au chantier, tout contractant, y compris le pouvoir adjudicateur.

La garantie devra couvrir l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage corporel ou à un dommage matériel, garanti ou non. Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours de travaux et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

5.2 Garantie décennale des ouvrages de bâtiment

Les intervenants au chantier devront, conformément à la Loi 78-12 du 4 janvier 1978, être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale nominative de chantier pour les lots dont ils sont titulaires, y compris ceux qu'ils donnent en sous-traitance.

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par le pouvoir adjudicateur. Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle, le pouvoir adjudicateur se réservant la possibilité de souscrire une police décennale complémentaire pour élever le montant des garanties des entreprises et à leurs frais.

Les intervenants devront être couverts, pour les dommages engageant la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment sur le fondement de l'article 1792-3 du code civil ou des principes dont cet article s'inspire, des dommages éventuels découlant après réception des travaux neufs et portant atteinte aux existants et des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

De plus, la garantie devra couvrir également la réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, découlant d'un effondrement, y compris les frais de déblais.

Les intervenants devront justifier, outre de qualifications professionnelles adaptées à l'objet des travaux, de la couverture effective, par leurs assureurs, des lots qui leur sont attribués.

En cas de sous-traitance, la garantie des assureurs des sous-traitants devra être accordée en capitalisation pour les dommages ci-dessus définis engageant la responsabilité des constructeurs.

5.3 Garanties des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages

L'entrepreneur est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir les vols, dégradations, pertes, destructions et dommages de toute nature survenant à ses matériels, stockés sur le chantier ou déjà mis en oeuvre, engins de chantier et installation de tout ordre qui lui sont nécessaires pour la réalisation des marchés.

5.4 Attestations d'assurance

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et de responsabilité décennale exigées des intervenants devront être :

- transmises avant la notification du marché, dans les conditions fixées au règlement de consultation ;
- adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage (faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs).

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la compagnie d'assurance elle-même. Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

L'attestation d'assurance décennale, devra être nominative au chantier, comporter le montant des garanties complémentaires, abroger la règle proportionnelle éventuelle des capitaux et comporter la mention des lots garantis.

Aucun règlement pour solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.

5.5 Absence ou insuffisance de garantie

Toute surprime appliquée par l'assureur dommages ouvrages, du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un intervenant ou d'un fabricant, du fait d'une absence de qualification professionnelle reconnue, du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge de l'entrepreneur, lequel s'engage à la régler au pouvoir adjudicateur dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou plus étendue.

La souscription de contrats d'assurance par le pouvoir adjudicateur, ne dégage en aucune façon les intervenants du chantier de leurs obligations vis à vis du pouvoir adjudicateur, de leurs co-contractants et des tiers. Les intervenants restent tenus de garantir le pouvoir adjudicateur de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

6 – CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

6.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

6.2 Compte prorata

Les dépenses définies ci-après sont portées au débit du compte spécial dit « Compte prorata » établi, géré et réglé par les entrepreneurs, dans la mesure où elles n'ont pas pu être individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée :

- nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène ;
- consommations téléphoniques non facturées ;
- frais de nettoyage, réparation ou remplacement des fournitures ou matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - ♦ l'auteur des dégradations ou détournements ne peut être connu ;
 - ♦ les dégradations ou détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé ;

- ♦ la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- rétablissement des protections collectives
- frais de gardiennage du site.

Suivant la nature des fournitures mises en œuvre, les entrepreneurs prennent les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des travaux.

Les frais de réparation et de remplacement des éléments centraux d'équipements très spécialisés et particulièrement onéreux restent à la charge des entrepreneurs réalisant ces installations.

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par les dispositions qui précèdent sont inscrites au « Compte prorata ».

Règlement des dépenses inscrites au Compte prorata

Dans le mois qui suivra l'ordre de service N° 1 prescrivant l'ouverture du chantier, les entreprises suivantes formeront la Commission chargée de la gestion du Compte prorata

- Lot 01 : Gros oeuvre
- Lot 04 : Plâtrerie
- Lot 06 : Chauffage, sanitaire, ventilation

Le titulaire du lot n°1 procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

6.3 Contenu des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Unité de compte

Les prix du marché sont établis en euros, hors TVA (€ HT).

Contenu des prix

En complément des éléments décrits aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG Travaux, les prix tiennent notamment compte des sujétions suivantes :

- de tous les frais résultants des dispositions du présent CCAP et des autres pièces du marché ;
 - des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés ci-dessus ;
 - des dépenses communes de chantier ;
 - de toutes les sujétions découlant de la présence de canalisations diverses identifiées dans le marché ou visibles sur le site, et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection ;
 - des frais d'évacuation des déblais et déchets et de maintien d'un chantier et de son environnement immédiat propres et libres de tous déchets ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (en particulier, de l'application des préconisations du PGCSPS et des PPSPS) ;
- des frais de gardiennage et de fermeture du chantier et des installations de chantier, des frais d'entretien, de maintenance, et de fonctionnement des installations de chantier jusqu'à la date de notification au titulaire de la décision de réception des ouvrages ;

- des frais induits par la préparation et le passage de la Commission de Sécurité et des services administratifs jusqu'à obtention d'un avis favorable ;
- de la fourniture d'échantillons, de prototype, de maquettes et la réalisation de locaux témoins ;
- des frais de reproduction et de diffusion des documents à destination du maître d'ouvrage et de son assistant, du maître d'oeuvre, du pilote, du contrôleur technique et du coordonnateur SPS.

La liste mentionnée ci-dessus n'est pas exhaustive. Ces dépenses étant non limitatives, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune omission et devra assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix, toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite finition, non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).
- L'entrepreneur est tenu de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de son offre. Aucune réclamation ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

6.4 Modalités de variation des prix

Forme des prix : conformément à l'article 18 du CMP, les marchés publics sont conclus à prix définitifs. La forme des prix retenus pour chaque lot est : actualisable.

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base de conditions économiques du mois d' **Octobre 2018**. Ce mois est appelé mois "zéro".
Les prix sont fermes et actualisables selon les modalités fixées ci-après.

Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation des prix sera effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_d - 3 \text{ mois}}{I_o}$$

I_o : Indice mois zéro

I_d : Indice du mois du début des travaux moins la période de neutralisation de 3 mois.

dans laquelle I_o et I_d-3 sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

Choix des index de référence

Les index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables., sont les suivants :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Index</i>
1	Gros oeuvre	BT 01
2	Etanchéité, isolation	BT 01
6	Chauffage, sanitaire, ventilation	BT 40
9	ITE, bardage isolé	BT 01
10	Metallerie	BT 42

Variations provisoires

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

Variations des frais de coordination

Sans objet.

7 – REGLEMENT DES COMPTES

7.1 Rémunération du titulaire et des sous-traitants

Les dispositions de l'article 11 du CCAG Travaux sont applicables, sous réserve des dispositions ci-après :

Approvisionnement

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu de paiement sur approvisionnement.

Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés

Il est fait application de l'article 11.6 du CCAG Travaux.

Rémunération en cas de sous-traitants payés directement

Il est fait application de l'article 11.7 du CCAG Travaux, et de l'article 116 du CMP. Les actes spéciaux de sous-traitance précisent les montants à verser (hors TVA) à chaque sous-traitant.

7.2 Modalité de règlement des comptes

Projets de décomptes mensuels – acomptes mensuels

Les demandes de paiement (projets de décompte) seront adressées mensuellement, dans les conditions de l'article 13.1 du CCAG Travaux. Les projets de décompte seront présentés conformément au modèle qui sera remis après notification du marché. En cas de groupement ou de sous-traitance, il sera fait application des dispositions de l'article 8-3 ci-après.

Au vu de ces éléments, le maître d'oeuvre établira et notifiera les états d'acompte mensuels, dans les conditions de l'article 13.2 du CCAG Travaux.

Projets de décompte final – projets de décompte général

A la fin des travaux, l'entrepreneur établit son projet de décompte final, dans les conditions de l'article 13.3.2 du CCAG Travaux.

Décompte général – solde

Il est fait application de l'article 13.4.2 du CCAG Travaux.

7.3 Etablissement des projets de décompte

Spécifications particulières en cas de sous-traitance

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer directement à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et exclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

7.4 Avances

Versement de l'avance

L'avance sera versée, conformément et dans les conditions de l'article 87 du CMP, aux entrepreneurs qui en auront fait la demande et n'auront pas refusé, sur leur acte d'engagement, de la recevoir.

Le versement de l'avance est conditionné à la fourniture préalable d'une garantie à première demande couvrant la totalité du montant de l'avance. (Cette garantie à première demande ne concerne que l'avance et ne peut être assimilée à la garantie à première demande évoquée à l'article 8-5-2 ci-dessous, laquelle a pour objet de garantir le marché.)

Le marché ne prévoit pas de porter l'avance au-delà des 5% mentionnés au II de l'article 87 ; il ne prévoit pas non plus le versement d'avance en dehors des cas mentionnés au I de l'article 87.

En cas de sous-traitance, soit au stade de la candidature, soit en cours d'exécution du marché, il sera fait application des dispositions du 2° de l'article 115 du CMP.

Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

7.5 Retenue de garantie

Prélèvement de la retenue de garantie

Afin de couvrir les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie, une retenue de garantie sera prélevée par fraction, à chaque décompte mensuel (avance exceptée) et sur le décompte final, dans les conditions de l'article 101 du CMP.

Le montant de cette retenue de garantie est fixé à 5% du montant du marché initial augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

Substitution par une garantie à première demande

Cette retenue pourra, à tout moment de l'exécution du marché, être remplacée par une garantie à première demande, dans les conditions de l'article 102 du CMP.

La garantie à première demande devra être remise au maître d'ouvrage avec copie au maître d'oeuvre.

Le pouvoir adjudicateur n'acceptera pas de caution personnelle et solidaire en lieu et place de la garantie à première demande.

Remboursement de la retenue de garantie

Conformément aux dispositions de l'article 103 du CMP, la retenue de garantie sera libérée au plus tard :

- un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement
- un mois après la levée des réserves notifiées pendant le délai de parfait achèvement.

Délais de paiement – intérêts moratoires

Le paiement se fera par virement.

Conformément à l'article 98 du CMP, le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours, à compter de la date certaine de réception de la demande d'acompte de l'entreprise chez le maître d'oeuvre.

Le non respect des délais ci-dessus fera courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires sera déterminé conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n°2002-232 du 21 février 2002 modifié.

7.6 Règlement des ouvrages et travaux non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service, seront réglés dans les conditions prévues aux articles 14, 15, et 16 du CCAG Travaux.

Le maître d'oeuvre pourra demander par ordre de service à l'entrepreneur, de produire, dans un délai limite et sans incidence financière, des justifications et précisions de prix sur des travaux en supplément ou en déduction du forfait. Dans le silence de l'ordre de service, ce délai sera de 15 jours.

Cette demande ne constitue pas un engagement sur la décision du pouvoir adjudicateur de réaliser ou non la prestation.

La proposition de prix de l'entrepreneur, devra être assortie des décompositions ou sous détails correspondants, pour permettre au maître d'oeuvre de déterminer la rémunération des ouvrages non prévus.

Dans le cas où l'entrepreneur ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, ou en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des travaux, le maître d'oeuvre lui notifiera un ordre de service de travaux supplémentaires ou modificatifs avec un prix provisoire.

Enfin, il est précisé qu'un travail supplémentaire ou modificatif ne pourra donner lieu à indemnité pour études complémentaires, que s'il augmente le montant initial du marché de plus de 5%, auquel cas l'entrepreneur devra produire un justificatif, qui sera analysé par la maîtrise d'oeuvre en fonction de la prestation exécutée.

8 – DELAIS

8.1 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui sera joint en annexe de ce présent C.C.A.P.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'oeuvre après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Pour chacun des marchés le délai de six mois prévu à l'article 46.6 du C.C.A.G.-Travaux est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

E) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

8.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 20 du C.C.A.G.-Travaux les pénalités applicables sont les suivantes :

- en cas de retard travaux en cours de chantier, il sera appliqué une pénalité de 500,00 €HT par jour de retard
- en cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire hors taxe fixée à 100,00 Euros par absence.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, une retenue égale à 200,00 € HT sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

En cas de non respect des délais fixés aux articles 8.1 et 8.4.5 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 80,00 Euros, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G.-Travaux.

9. MATERIAUX ET PRODUITS

9.1 Provenance des matériaux et produits

Il est fait application des articles 21 et 22 du CCAG Travaux.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt : Sans objet.

9.2 Caractéristiques des matériaux et produits

Caractéristiques, qualité, références normatives

Il est fait application de l'article 23 du CCAG Travaux, sous réserve des dispositions suivantes :

Les caractéristiques des matériaux, produits ou composants de construction sont définies aux cahiers des clauses techniques particulières ; ces derniers peuvent déroger ou apporter des précisions, le cas échéant, à certaines dispositions du CCTG Travaux ;

Le titulaire reste tenu, quoi qu'il en soit, de respecter la réglementation en vigueur, ainsi que les normes et règles de l'art relatives à l'exécution des ouvrages ;

Aucune dérogation au cahier des clauses techniques particulières ne sera admise sans accord express du maître d'oeuvre et du contrôleur technique ;

L'emploi de procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne pourra être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier cet accord.

Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Il est fait application de l'article 24 du CCAG Travaux, sous réserve des dispositions suivantes :

Les cahiers des clauses techniques particulières précisent, autant que de besoin, les vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier, des matériaux, produits et composants, en complément des dispositions du CCTG Travaux ;

Sauf accord intervenu entre le maître d'oeuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'oeuvre ;

Les cahiers des clauses techniques particulières précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes ;

Le maître d'oeuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le pouvoir adjudicateur.

Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux fournis par le maître d'ouvrage

Sans objet.

Echantillons et prototypes

Conformément à son marché, il appartiendra à l'entrepreneur de présenter à ses frais dans les délais, à l'approbation du maître d'oeuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés, suivant la liste établie par la maîtrise d'oeuvre.

Les échantillons témoins conservés dans un local du bureau de chantier ne pourront sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Lorsque les CCTP prévoient des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

L'entrepreneur sera tenu de mettre en oeuvre les matériaux et matériels prescrits aux CCTP.

L'appréciation de la similitude des matériaux et matériels présentés par l'entrepreneur avec les matériaux de référence prescrits aux CCTP appartiendra au maître d'ouvrage.

En cas de divergence de vue avec l'entrepreneur en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux et matériels de référence eux-mêmes.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées par le maître d'oeuvre ou l'OPC sous la responsabilité de l'entrepreneur de telle façon que pour chaque échantillon présenté et compte-tenu d'un délai d'examen de deux semaines, aucun retard ne soit entraîné, si comme indiqué à l'alinéa précédent, le matériau de référence devait s'imposer.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'oeuvre sur les échantillons présentés.

Les noms commerciaux et/ou marques des matériaux de construction mentionnés dans les documents contractuels servent d'étalons pour les normes et la qualité minimale requise. Le titulaire a la possibilité de soumettre à l'approbation du maître d'oeuvre d'autres équipements et/ou matériaux d'un niveau et d'une qualité équivalente. Le refus par le maître d'ouvrage ou le maître d'oeuvre de tout équipement et/ou matériaux ainsi proposés ne donne au titulaire aucun droit à une augmentation du montant du marché et/ou une prolongation du délai d'exécution.

10. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Le piquetage général est assuré par l'entreprise titulaire du gros oeuvre dans les conditions définies par le CCTP propre à ce lot.

Ces points et niveaux devront être positionnés en dehors de toute emprise de bâtiments et devront être protégés et entretenus pendant toute la durée des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'oeuvre pourra demander leur rétablissement aux frais de l'entreprise responsable de la dégradation ou au compte prorata si l'auteur ne peut être identifié.

L'entreprise qui effectuera le piquetage de tous les points nécessaires à la réalisation de ses ouvrages devra être en mesure et à ses frais de le faire vérifier par un géomètre agréé à la demande du pouvoir adjudicateur.

Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Il sera fait application de l'article 27.3 du CCAG Travaux, sous réserve des précisions suivantes :

- Le titulaire est tenu, avant toute intervention, d'adresser une demande d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès de l'ensemble des concessionnaires, en vue :
 - de recueillir les informations disponibles sur les réseaux, enterrés ou aériens, transitant au droit ou à proximité immédiate de la parcelle ;
 - de s'enquérir, le cas échéant, des mesures particulières de prévention à prendre pour les travaux à proximité desdits ouvrages.
- L'entrepreneur chargé du piquetage général est tenu de reporter, sur son plan de piquetage, les informations, à l'issue des DICT, sur les différents réseaux (notamment enterrés).

11. PREPARATION DES TRAVAUX

Période de préparation

Il est fixé une période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, le délai inclut une période de préparation de 4 semaines.

Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est notamment procédé aux opérations suivantes :

- Réalisation d'un état des lieux si nécessaire.
- Mise en oeuvre, sur la parcelle, du panneau réglementaire de chantier et, si ce n'est déjà le cas, du panneau justifiant de l'obtention du permis de construire ;
- Etablissement, et présentation au visa du maître d'oeuvre, du programme d'exécution des travaux, auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, dans les conditions de l'article 28.2.3 du CCAG Travaux ; ces éléments sont également soumis à l'approbation du coordonnateur SPS ;

Mise en oeuvre des installations de chantier, conformément au programme d'exécution validé par le maître d'oeuvre, le pilote et le coordonnateur SPS ;

- Etablissement et présentation au visa du maître d'oeuvre des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail éventuellement prévus dans les pièces particulières du marché ;
- Etablissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du programme des études liées aux plans d'atelier de fabrication et de chantier (PAC) ;
- Etablissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation s'applique à chaque entrepreneur, qu'il soit titulaire, co-traitant ou sous traitant.
dans :
 - Le Règlement d'Organisation de Chantier (ROC) si existant
 - Le Plan Général de Coordination SPS
 - Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

12. ETUDES D'EXECUTION

Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'oeuvre.

Les plans d'exécution ne comprennent pas les plans d'atelier et de chantier, qui sont établis par les entreprises.

Lorsque l'entrepreneur a en charge les documents d'exécution, ce dernier réalise sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents de base fournis, l'entrepreneur doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'oeuvre.

Les plans d'exécution sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en oeuvre.

Approbation du maître d'oeuvre

Les plans, notes de calcul, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence de l'entrepreneur sont soumis à l'approbation du maître d'oeuvre, celui-ci pouvant également demander la présentation des avant métrés.

L'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du maître d'oeuvre sur les documents nécessaires à cette exécution.

Sauf disposition contraire du CCAP ou des documents techniques du marché, ces documents sont fournis en 5 exemplaires dont 1 reproductible.

Chaque entrepreneur aura à sa charge les frais de fournitures et d'assurance afférents aux études qu'il doit mener. Les reproductions des plans de synthèse seront réalisées par le responsable de synthèse et prise en charge financièrement par le compte des dépenses communes (compte prorata).

13. ORGANISATION DU CHANTIER

Protection contre les nuisances

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que le déroulement des travaux ne devra en aucun cas perturber le fonctionnement des activités ou causer des nuisances aux riverains. En conséquence, toutes dispositions devront être prises pour :

- Limiter au maximum les nuisances du chantier (bruit, poussière, fumée, circulation, stationnement, etc ;
- Assurer un isolement efficace entre les zones de chantier, l'habitation et l'atelier existant (co-activité) ;
- Mettre en place toutes les mesures de sécurité des personnes autour du chantier et au droit des engins de levage. La circulation pompier est à conserver libre en permanence.

Les modalités de réalisation des ouvrages susceptibles de générer des nuisances feront l'objet d'une demande d'autorisation de l'entrepreneur, soumise à l'agrément du CSPS, de l'OPC et du maître d'oeuvre, pour ce qui les concerne en accord avec le maître d'ouvrage ou son représentant (horaire et jour décalés si nécessaire).

En cas de défaillance, le maître d'oeuvre pourra faire prendre toutes dispositions nécessaires aux frais de l'entreprise défaillante si ses instructions ne sont pas suivies d'effet et sans autre préavis.

Le maître d'oeuvre pourra prescrire à l'entrepreneur toutes les mesures nécessaires pour limiter les nuisances et notamment le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais de l'entrepreneur.

Nettoyage de chantier

L'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution de ses travaux.

L'entrepreneur à la charge de l'évacuation de ses propres déchets en décharge y compris tous les frais de traitement.

Panneaux de chantier

Dès réception de l'ordre de service prescrivant le démarrage de chantier, l'entrepreneur du lot - Gros oeuvre - fournit et met en place un panneau de chantier comportant le nom du maître d'ouvrage, du maître d'ouvrage délégué, des maîtres d'oeuvre (Architecte, B.E.T.), Bureau de contrôle et de toutes les entreprises avec l'indication de l'intitulé des lots ainsi que de tous les renseignements administratifs prévus par la législation en vigueur.

Ce panneau aura une dimension approximative de 3.50 x 2.00 m au minimum et sera réalisé conformément à la charte graphique de la maîtrise d'ouvrage.

Les dépenses relatives à ce panneau seront imputées au lot gros-oeuvre, l'entretien au compte des dépenses communes.

14. SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire et à ses sous-traitants en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS informe le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ou autre), le coordonnateur SPS prend les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 2 semaines qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter, et à faire respecter par ses sous-traitants, les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées par le coordonnateur SPS. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au représentant du pouvoir adjudicateur.

Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

15. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Il est fait application des stipulations de l'article 40 du CCAG Travaux, sous réserve des dispositions prévues au présent article et dans les cahiers des clauses techniques particulières.

A la réception des travaux, les entrepreneurs sont tenus de fournir au maître d'oeuvre les plans de récolement des ouvrages exécutés, notamment :

- Notes de calcul des différents ouvrages
- Plans cotés de tous les réseaux extérieurs et intérieurs avec leurs caractéristiques techniques
- Plans de réseaux de courants forts
- Plans de réseaux de courants faibles (alarmes, télévision, téléphone, sonorisation,...)
- Plans des installations sanitaires
- Plans des installations de chauffage et ventilation
- Notices techniques (définition, typologie, caractéristiques appareils, matériels et matériaux utilisés)
- Notices de fonctionnement et d'entretien de ces mêmes matériels sous la forme d'un plan d'entretien (durée de vie, fréquence de renouvellement), installations soumises au contrôle technique
- Fiches COPREC N°1 et 2
- PV de résistance au feu des matériaux mis en oeuvre.

Après réception, les plans et autres documents à fournir par l'entrepreneur devront être remis au maître d'oeuvre 1 mois au plus tard après la notification de la décision de réception des travaux.

Les éléments du dossier des ouvrages exécutés sont à fournir en 2 exemplaires sur support papier et un support numérique (CD ROM).

16. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

16.1 Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG Travaux ou par le cahier des clauses techniques particulières sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le pouvoir adjudicateur prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du pouvoir adjudicateur si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

16.2 Réception

La réception se déroule conformément à l'article 41 du CCAG Travaux.

Les opérations préalables à la réception des travaux seront réalisées à l'achèvement des prestations de chaque lot. Toutefois une réception globale sera effectuée au terme de l'opération.

16.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 43 du CCAG Travaux, certains ouvrages ou parties d'ouvrages pourront faire l'objet d'une mise à disposition anticipée.

Cette mise à disposition concerne notamment les ouvrages des lots plomberie, chauffage, électricité, ou ascenseurs susceptibles d'être utilisés, à titre provisoire, dans le cadre du chantier.

Les assurances souscrites par les intervenants concernés devront couvrir les risques liés à cette mise à disposition anticipée, ainsi qu'il est prévu à l'article 6 du présent CCAP.

17. GARANTIES CONTRACTUELLES

Délai de garantie

Le délai de garantie est déterminé conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux. Il peut être prolongé dans les conditions de l'article 44.2 du CCAG Travaux.

Garantie de bon fonctionnement – garantie décennale

Il est fait application des principes découlant des articles 1792 et suivants du code civil.

Autres garanties particulières

Il n'est pas prévu d'autre garantie particulière, au sens des articles 105 du CMP et 44.1 du CCAG Travaux.

18. RESILIATION DU MARCHÉ – MESURES COERCITIVES

Il sera fait application, le cas échéant, des articles 45 à 48 du CCAG Travaux, avec les précisions suivantes :

18.1 Résiliation du marché

Il peut être mis fin à l'exécution des travaux faisant l'objet du marché, avant l'achèvement de ceux-ci, dans les conditions des articles 45 et 46 du CCAG Travaux.

Lorsqu'une indemnisation est prévue, elle doit faire l'objet d'une demande écrite, dûment justifiée. En aucun cas le manque à gagner du titulaire ne peut être indemnisé.

Les opérations de liquidation sont menées conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAG Travaux.

Elles comportent l'établissement d'un état des lieux, la définition des mesures à prendre avant la fermeture du chantier, le rachat éventuel de tout ou partie des ouvrages, matériaux, produits, équipements et outillages nécessaires à la poursuite du chantier, ainsi que l'établissement du décompte de liquidation.

18.2 Mesures coercitives

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, il est fait application de l'article 48 du CCAG Travaux.

L'absence de suite donnée à la mise en demeure entraîne l'application de mesures coercitives pouvant conduire, soit à la résiliation du marché, soit à sa poursuite aux frais et risques du titulaire.

18.3 Ajournement et interruption des travaux

Il sera fait application, le cas échéant, de l'article 49 du CCAG Travaux.

19. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES
--

Il sera fait application, le cas échéant, des dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux.

Etabli à Ungersheim, le 18 décembre 2018

Lu et accepté.

A.....le.....

Le candidat
(Cachet et Signature)